

ALAIN PLANTEY

DROIT ET PRATIQUE
DE LA
FONCTION PUBLIQUE
INTERNATIONALE

Editions du CNRS



ALAIN PLANTEY

**DROIT ET PRATIQUE
DE LA
FONCTION PUBLIQUE
INTERNATIONALE**



*L'édition de cet ouvrage
a été réalisée avec le concours
de l'U.N.E.S.C.O.*

Dr 086 (4) 91

3591

1/3

ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

15, quai Anatole-France - 75 700 PARIS

1977

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVERTISSEMENT	7
INTRODUCTION	9
<i>Première partie</i>	
DEFINITIONS ET CONCEPTIONS	
Chapitre I. — NATURE ET CHAMP DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE	16
Section I. — <i>L'évolution</i>	16
§ 1. La formation de la fonction publique internationale	17
§ 2. Les crises de la fonction publique internationale	26
Section II. — <i>Le personnel international</i>	29
§ 1. La diversité des situations	30
§ 2. Les fonctionnaires	33
§ 3. Les agents non-fonctionnaires	36
§ 4. Les experts de l'assistance technique	40
Section III. — <i>La coordination</i>	43
§ 1. La famille des Nations Unies	45
§ 2. Les organisations occidentales coordonnées	50
§ 3. Les Communautés européennes	54
Chapitre II. — LE DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE	56
Section I. — <i>Les caractères propres</i>	56
§ 1. L'autonomie	57
§ 2. La référence au droit national	60
Section II. — <i>Sources et hiérarchie des règles juridiques</i>	61
§ 1. Les règles de caractère législatif	62
§ 2. Les mesures réglementaires	65
§ 3. La pratique administrative	68
§ 4. La jurisprudence	69
§ 5. Les principes généraux du droit	72

PAGES

Section III. — <i>Les textes applicables</i>	75
§ 1. La date d'application	75
§ 2. La valeur des règlements	76
§ 3. L'interprétation	78
§ 4. Le texte	79
Chapitre III. — LE LIEN DE SERVICE	81
Section I. — <i>La nature du lien</i>	82
Section II. — <i>Les droits acquis</i>	86

Deuxième partie

LES PROBLEMES POLITIQUES

Chapitre I. — LA NATIONALITÉ	94
Section I. — <i>Nationalité et répartition des postes</i> ..	95
§ 1. La détermination de la nationalité	96
§ 2. L'équilibre des nationalités	97
§ 3. L'expatriation	102
Section II. — <i>Le service international</i>	104
§ 1. La loyauté professionnelle	105
§ 2. La réserve politique	107
§ 3. Les obligations de sécurité	111
Section III. — <i>L'indépendance internationale</i>	112
§ 1. L'attitude des gouvernements	113
§ 2. Le respect de la souveraineté étatique	117
§ 3. Les privilèges et immunités	119
Chapitre II. — LES LIBERTÉS PUBLIQUES	122
Section I. — <i>Le principe d'égalité</i>	122
§ 1. La non-discrimination	123
§ 2. L'égalité des sexes	125
§ 3. Les exceptions	127
Section II. — <i>Les libertés individuelles</i>	130
§ 1. La liberté de la vie privée	130
§ 2. La liberté du travail, du commerce et de l'industrie	132
§ 3. La liberté d'opinion	135
Section III. — <i>Les droits collectifs</i>	139
§ 1. Le droit de réunion	139
§ 2. Le droit d'association	139
§ 3. Le droit syndical	146
§ 4. Le droit de grève	150

Troisième partie

LES SITUATIONS JURIDIQUES

PAGES

Chapitre I. — LA NOMINATION, L'ENGAGEMENT	158
Section I. — <i>L'autorité compétente</i>	158
§ 1. Les hautes fonctions	158
§ 2. Les emplois administratifs	161
Section II. — <i>Les conditions de la nomination</i>	163
§ 1. L'emploi	163
§ 2. L'acte	164
§ 3. L'accord de volontés	165
Section III. — <i>Les diverses catégories d'engagement</i> ..	167
§ 1. L'engagement de durée indéfinie	169
§ 2. L'engagement de durée déterminée	170
§ 3. L'engagement permanent	173
Section IV. — <i>Les effets de la nomination</i>	175
§ 1. La collation de l'emploi et du grade	175
§ 2. Le stage	177
§ 3. La titularisation	178
§ 4. L'intérim	180
Chapitre II. — LES POSITIONS	182
Section I. — <i>L'activité</i>	183
Section II. — <i>Le détachement</i>	184
Section III. — <i>Le congé spécial</i>	186
Section IV. — <i>Le congé pour convenance personnelle</i> ..	187
Section V. — <i>Le congé pour service militaire</i>	188
Section VI. — <i>La disponibilité</i>	188
Chapitre III. — LA CESSATION DE FONCTIONS	190
Section I. — <i>Le décès</i>	190
Section II. — <i>La limite d'âge</i>	191
Section III. — <i>La démission</i>	193
§ 1. La procédure	193
§ 2. L'acte de volonté	195
Section IV. — <i>La révocation</i>	196
Section V. — <i>La survenance du terme</i>	197
Section VI. — <i>Le licenciement</i>	202
§ 1. Les conditions	203
§ 2. La procédure	205
§ 3. Les cas	207
Section VII. — <i>Les effets de la cessation de fonctions</i> ..	219

Quatrième partie

LES OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES
ET LA DISCIPLINE

PAGES

Chapitre I. — LES SUJÉTIONS DU SERVICE	224
Section I. — <i>L'obligation d'assurer le service</i>	224
§ 1. La présence au poste	224
§ 2. Le travail	226
§ 3. L'affectation	227
§ 4. La mutation	229
§ 5. La cessation provisoire des fonctions	232
Section II. — <i>L'obéissance hiérarchique</i>	234
§ 1. Le pouvoir hiérarchique	234
§ 2. Les limites de l'obéissance	238
Section III. — <i>Les règles de la morale professionnelle</i>	240
§ 1. Le dévouement à la collectivité internationale	240
§ 2. Le respect des fonctions	243
§ 3. La probité et le désintéressement	244
§ 4. Le secret professionnel	246
Chapitre II. — LE RÉGIME DISCIPLINAIRE	249
Section I. — <i>La faute disciplinaire</i>	250
§ 1. Le manquement	250
§ 2. La culpabilité	252
Section II. — <i>L'autorité disciplinaire</i>	252
Section III. — <i>La procédure disciplinaire</i>	254
§ 1. Le caractère contradictoire	254
§ 2. Les atténuations	256
Section IV. — <i>Les sanctions disciplinaires</i>	257
§ 1. Le choix de la sanction	257
§ 2. L'échelle des sanctions	259
§ 3. La disparition de la sanction	261

Cinquième partie

LA GESTION

Chapitre I. — LES AUTORITÉS ET ORGANISMES DE GESTION ..	265
Section I. — <i>Les titulaires de l'autorité</i>	265
Section II. — <i>Le pouvoir d'appréciation</i>	269
§ 1. L'opportunité	269

PAGES

§ 2. La bonne foi	273
§ 3. L'obligation hiérarchique	275
§ 4. Les procédures administratives	277
§ 5. Le contrôle	278
Section III. — <i>La consultation administrative</i>	280
§ 1. La consultation et la concertation professionnelles	281
§ 2. Les procédures consultatives	284
§ 3. L'objet de la consultation	285
Chapitre II. — LE RECRUTEMENT	290
Section I. — <i>Les besoins de l'administration</i>	291
§ 1. La description d'emploi	292
§ 2. L'emploi budgétaire	294
Section II. — <i>La formation des fonctionnaires</i>	297
Section III. — <i>La sélection</i>	301
§ 1. Les conditions du choix	301
§ 2. Les procédés de recrutement	304
§ 3. Le concours	307
§ 4. Le recrutement direct	310
Chapitre III. — L'ORGANISATION DES CARRIÈRES	312
Section I. — <i>La carrière</i>	315
§ 1. La vocation à la carrière	315
§ 2. L'avancement	317
§ 3. La promotion	318
Section II. — <i>La notation</i>	321
§ 1. L'autorité	321
§ 2. Les garanties	322
§ 3. Les effets	325

Sixième partie

LES AVANTAGES FINANCIERS ET SOCIAUX

Chapitre I. — LA RÉMUNÉRATION	329
Section I. — <i>Le statut de la rémunération</i>	330
§ 1. Le caractère juridique	330
§ 2. Le classement	332
§ 3. Le régime fiscal	336
Section II. — <i>Le traitement</i>	339
§ 1. Le droit au traitement	339
§ 2. Le paiement	342
§ 3. Le niveau	345

	PAGES
Section III. — <i>Les indemnités</i>	351
§ 1. Les allocations familiales	353
§ 2. Les indemnités liées à l'expatriation	354
§ 3. Les indemnités de fonctions	358
§ 4. Les remboursements de frais	359
Chapitre II. — LE RÉGIME DE PRÉVOYANCE	361
Section I. — <i>Les allocations en capital</i>	361
Section II. — <i>La pension de retraite</i>	366
§ 1. Le régime de pension	366
§ 2. Le droit à pension	368
§ 3. Le caractère de la pension	371
§ 4. L'attribution de la pension	374
§ 5. Le calcul et le paiement de la pension	375
Chapitre III. — LES AVANTAGES PROFESSIONNELS ET SOCIAUX.	379
Section I. — <i>Les congés et autorisations d'absence</i> ..	379
§ 1. Les autorisations d'absence	380
§ 2. Les congés officiels	380
§ 3. Le congé dans les foyers	382
§ 4. Le congé de maternité	384
§ 5. Les congés pour raison de santé	384
Section II. — <i>Les prestations sociales</i>	386
§ 1. La sécurité sociale	387
§ 2. L'invalidité	393
§ 3. Le décès	395
Section III. — <i>Les facilités financières</i>	396

Septième partie

PROTECTIONS ET JURIDICTIONS

Chapitre I. — LES PROTECTIONS	400
Section I. — <i>Le dossier</i>	400
Section II. — <i>La protection civile</i>	404
§ 1. La réparation des dommages	405
§ 2. La protection des fonctions	407
Section III. — <i>Les privilèges et immunités</i>	408
§ 1. Les bénéficiaires	410
§ 2. Les divers privilèges	412
Section IV. — <i>Les recours administratifs</i>	417
§ 1. Le recours hiérarchique	417
§ 2. L'instance consultative	418
§ 3. La décision	421

	PAGES
Chapitre II. — LES RECOURS JURIDICTIONNELS	423
Section I. — <i>Les juridictions</i>	424
§ 1. L'organisation	425
§ 2. La compétence	428
Section II. — <i>Le requérant</i>	431
Section III. — <i>La procédure</i>	435
§ 1. La décision préalable	435
§ 2. Le délai	437
§ 3. La requête	439
§ 4. L'instruction	441
Section IV. — <i>Le jugement</i>	443
§ 1. L'annulation	444
§ 2. L'indemnisation	449
§ 3. La décision et son exécution	452
CONCLUSION	457
RÉFÉRENCES ET ABRÉVIATIONS	460
BIBLIOGRAPHIE	463
INDEX ALPHABÉTIQUE	484



Confiée à deux cents institutions qui opèrent dans 140 pays différents, sont en liaison avec deux mille organisations non gouvernementales, et gèrent des crédits par milliards, l'administration internationale et européenne emploie actuellement près d'une centaine de milliers d'agents, appartenant à presque toutes les nationalités. C'est dire l'importance et la difficulté des questions que pose la gestion de ce personnel dans tous les domaines : juridique, administratif, financier, contentieux.

Pour la première fois sont regroupées en un seul ouvrage les règles applicables à l'ensemble de la fonction publique internationale : Nations Unies et Institutions spécialisées, Communautés européennes, Organisations intergouvernementales, etc. Ainsi apparaît un véritable droit commun de l'administration internationale.

D'usage facile, ce manuel doit rendre les plus grands services à tous ceux qui ont à traiter des problèmes de cet ordre dans les services publics nationaux et internationaux, en même temps que, sur le plan universitaire, il encouragera et facilitera les études et la recherche dans un domaine d'activités en plein développement.